

Ghana : les évêques condamnent le lobby LGBT et l'ingérence de l'UE en faveur des LGBTQI

Author : Rédaction Riposte Catholique

Categories : [Culture de Vie](#), [Eglise Universelle](#), [points non négociables](#)

Date : 26 février 2021

Tandis qu'aux Etats-Unis onze évêques (dont 3 émerites) et un cardinal signent une déclaration ambiguë qui sert de faire-valoir au lobby LGBT, au Ghana, les évêques catholiques ont écrit une lettre ouverte ce 19 février pour condamner sans ambiguïté « *tous ceux qui soutiennent l'homosexualité au Ghana* » et exhorter le gouvernement à prendre position.

Les évêques de la conférence des évêques catholiques du Ghana (GCBC) réagissent à une controverse entre le secrétaire exécutif de la National Coalition for Proper Human Sexual Rights and Family Values, l'avocat Moses Foa-Amoaning et les autorités de l'Union européenne – ces dernières semblent avoir réglé définitivement la question du coronavirus et ont « *demandé [via le bureau de l'UE au Ghana] aux Ghanéens de respecter et de tolérer les personnes LGBTQI dans le pays* ».

L'archevêque Philippe Naameh a soutenu la position de l'avocat Moses Foa-Amoaning : « *il a dit que l'UE ne devrait pas imposer leurs soi-disant valeurs et croyances aux Ghanéens qui sont contre l'homosexualité [...] Nous écrivons également pour soutenir [sa] position et de la Coalition qui depuis des années défend la croisande contre l'homosexualité [...] parce que l'Eglise catholique romaine est opposée à cette pratique abominable* ».

Cependant, ils mettent en garde contre le harcèlement homophobe : « *la dignité intrinsèque de chaque personne doit toujours être respectée en parole, en action et en droit. Les homosexuels doivent être acceptés avec respect, compassion et sensibilité* ». Cependant, « *selon la conception de l'Eglise des droits de l'homme, les droits des homosexuels n'incluent pas le droit d'un homme d'épouser un homme ou d'une femme d'épouser une femme [ce qui serait] moralement mauvais et à l'encontre du dessein de Dieu pour le mariage* ».

Ils demandent donc au « *Président de la République et [au] Parlement d'exprimer sans ambiguïté leur position sur la question de l'homosexualité* » et de « *fermer les bureaux LGBTQI récemment ouverts à Accra au Ghana* » avec le soutien et l'appui de l'UE. Une position ferme et

déterminée qui n'est un rappel élémentaire de l'enseignement de l'Eglise – combien d'évêques en France seraient encore capables de la tenir, même en privé ?

Source : ACI Afrique